

<http://lipietz.net/Lettre-ouverte-a-Carlos-Ominami-senateur-socialiste-chilien>

Lettre ouverte à Carlos Ominami, sénateur socialiste chilien

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: vendredi 1er janvier 1999

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Mon cher Carlos,

Dans le numéro du 21 janvier de Paris-Match, tu es longuement cité parmi ces "Chiliens de gauche" qui crient : "Rendez-nous Pinochet". Tu y avoues ton déchirement : rendu au Chili, Pinochet ne pourrait pas y être jugé. L'impunité serait ratifiée.

Je comprends tes raisons. Comme le dit un autre socialiste chilien interrogé : "Le P.S. n'est pas la section chilienne d'Amnesty International". L'hystérie nationaliste suscitée par la droite chilienne contre le jugement (en appel) des Lords anglais et les plaintes espagnole, française, suisse, contre ce criminel contre l'humanité, risquent de faire perdre des voix à notre ami Ricardo Lagos, hier bien placé pour les présidentielles. Soit.

Mais Amnesty International et, derrière, tous les démocrates et les défenseurs des droits de la personne humaine, ne sont pas non plus les soldats de plomb du PS chilien.

Quand, au lendemain du coup d'État de 1973, tu es arrivé comme réfugié dans notre Centre de recherche, tu as pu constater l'immense solidarité des peuples d'Europe avec les victimes de la dictature. Cette solidarité n'a pas attendu, pour se manifester, les "bavures" horribles dont ont été victimes quelques ressortissants français, espagnols, etc. (au Chili comme en Argentine, ou ailleurs). Nous vous avons soutenus en tant qu'êtres humains, vous, et nous. Pinochet fut d'abord le bourreau de votre peuple, certes. Mais vos morts ne parlent plus contre les choix du PS chilien, et d'ailleurs bien des Chiliens, refusant de retourner dans le pays de leur malheur, attendent justice. Seule la fin de l'impunité calmera cette lancinante folie : "J'ai vu torturer mes parents, j'ai perdu l'usage de ma propre vie, sur les ordres d'hommes qui se promènent aujourd'hui en toute tranquillité."

En ce sens, Pinochet, le cas Pinochet, n'appartient pas à une fraction de la classe politique chilienne. Il appartient, hélas, à toute l'humanité.

Pas d'angélisme, non plus. Au long des années 80, j'ai soutenu avec sympathie tes efforts pour convaincre la gauche chilienne d'accepter, au moins une fois, le cadre juridique biaisé offert par la dictature : "la prendre au mot", et voter "Non". Ta stratégie l'a emporté en 1988, et je m'en suis réjoui. Elle était dictée par la raison, elle était nécessaire pour libérer le Chili. Mais doit-on aujourd'hui s'y tenir ? Doit-on enfermer le Chili à jamais dans la loi de l'amnésie, cette loi de l'oubli des morts, qui viennent hanter les vivants ? Pas plus que la France, qui revit à 50 ans de distance une épuration suspendue, le Chili ne fera l'économie d'affronter "un passé qui ne passe pas". Et cela vaut peut-être de différer la victoire de Ricardo Lagos.

Allons plus loin. Tu ne mesures pas la vague de fierté qui a secoué le monde devant le premier arrêt des Lords anglais. Elle a sans doute empêché l'absolution offerte par Hon Sen aux chefs Khmers rouges, elle pèse comme une épée de Damoclès sur les criminels en activité, les Karadjic et les Milosevic.

Plus d'un demi-siècle après la pendaison de Mussolini et le procès de Nuremberg, un demi-siècle qui a vu Franco et Staline mourir dans leur lit, un espoir renaît pour toutes les victimes du monde : "Ils ne l'emporteront pas au paradis".

Et cela vaut bien plus que la victoire de Ricardo Lagos.